



## Note thématique sur le financement climatique : les financements REDD+

Neil Bird et Charlene Watson, ODI,  
et Liane Schalatek et Katharina Keil, HBS

Fondamentaux  
du financement climatique **5**

DÉCEMBRE 2017

**D**epuis 2008, plus de 4 milliards US\$ ont été promis aux fonds climat multilatéraux qui financent la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, et à la conservation (REDD+). Malgré un intérêt vif pour le recours aux mécanismes de marchés pour financer les programmes REDD+, l'avenir de ces mécanismes reste très incertain. L'année dernière a vu peu d'approbations pour la REDD+, bien que l'annonce du projet pilote de cinq ans du Fonds vert pour le climat pour la REDD+ d'une valeur de 500 millions US\$ donne un coup de pouce financier aux efforts de conservation des forêts. Cumulativement, 1,7 milliard US\$ ont été approuvés pour les activités REDD+ depuis 2000, cependant, seulement 54 millions US\$ ont été approuvés au cours des 12 derniers mois. La Norvège est le principal contributeur de la finance REDD+, suivie par le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis. Il y a, toutefois, quelques changements importants dans l'architecture financière du REDD+ et une augmentation d'efforts pour soutenir les pays en développement à aller au-delà de préparation et de renforcement des capacités à des programmes de démonstration et des réductions d'émissions avec des paiements fondés sur les résultats vérifiés.

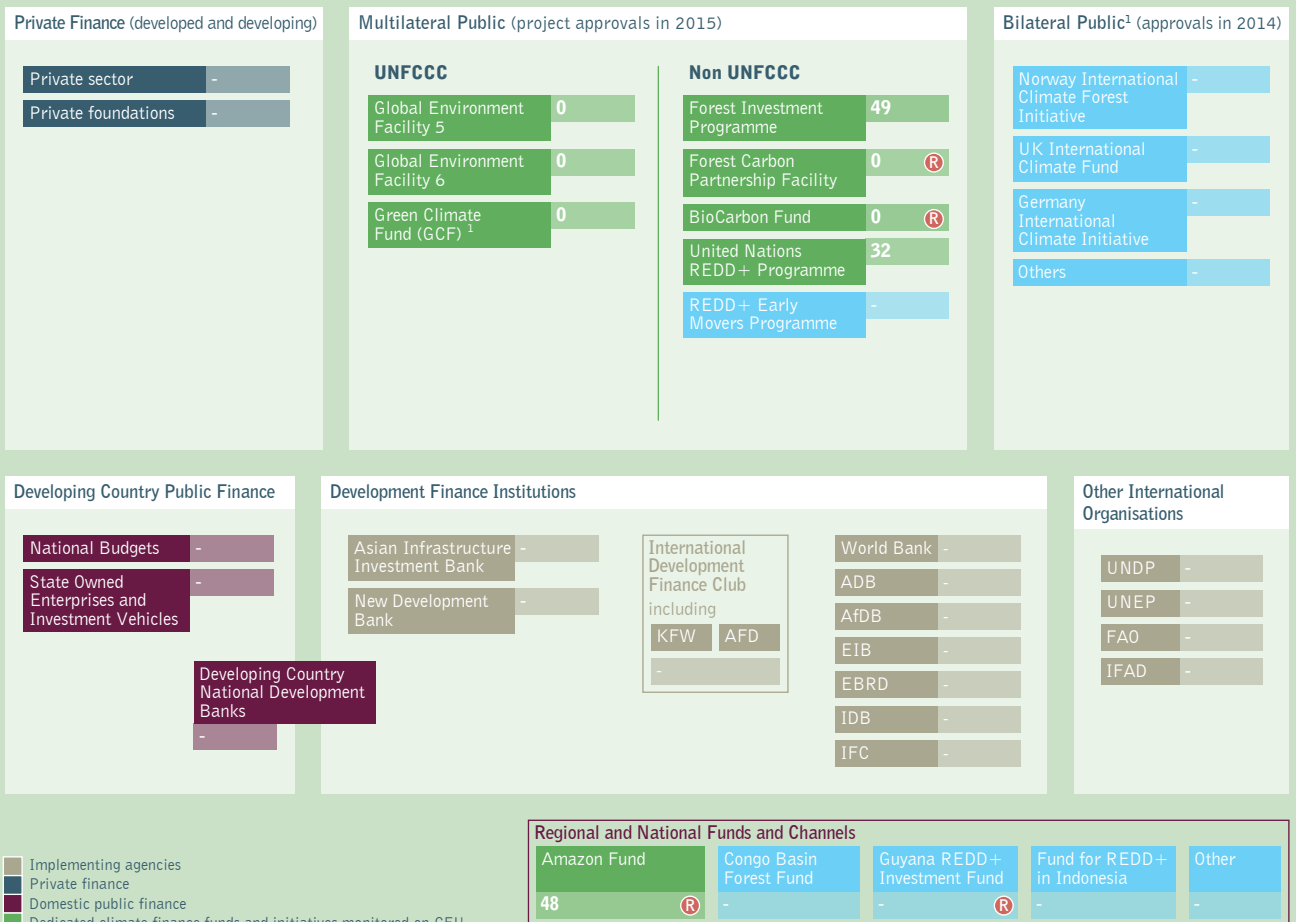
### Les enjeux

Les financements REDD+ occupent une position importante depuis que le changement d'affectation des terres (principalement le déboisement), a été reconnu responsable de 12 à 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les forêts tropicales, qui fournissent des services éco-systémiques multiples, font vivre près de 1,6 milliard de personnes, parmi les plus pauvres de la planète. Intégrés dans les stratégies de développement, les financements REDD+ sont en mesure de promouvoir l'utilisation et la gestion des ressources forestières, tout en respectant l'environnement et les impératifs sociaux - sous réserve que des garanties, des régimes allocataires inclusifs et sensibles au genre, les droits d'utilisation traditionnels et autochtones soient reconnus et protégés. Le cadre de Varsovie pour REDD+ négocié à la COP19 souligne l'importance des sauvegardes et des financements octroyés en fonction des réductions d'émissions vérifiées. L'idée de tirer parti des mécanismes de marchés du carbone pour promouvoir les financements REDD+ a suscité un vif intérêt. Bien que la structure et l'avenir de ce marché potentiel demeurent incertains, une grande partie des financements REDD+ ont bénéficié aux activités de renforcement de capacité pour préparer les pays à accéder aux financements en démontrant qu'ils ont effectivement limité la déforestation et évité des émissions.

### Les fonds climats principaux qui soutiennent le REDD+

Plusieurs institutions financent REDD+. Le Fonds Carbone du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (PCPF-CF) et son Fonds de préparation (FP-FPCF), qui sont administrés par la Banque mondiale ; le Programme d'investissement pour la forêt (FIP) et son Fonds BioCarbon, qui est administré par les Fonds d'investissement climatique ; et le Programme ONU-REDD sont des fonds multilatéraux dédiés aux financements REDD+. Ils ont ensemble approuvé 972 millions US\$ à ce jour pour des activités de projets. Enfin, le Fonds pour l'Amazonie a approuvé 640 millions US\$ supplémentaire. Le Fonds vert pour le climat (FVC) devrait concentrer ses efforts, au moins en partie, sur l'augmentation du financement axé sur les résultats pour les changements d'affectation des terres et les forêts, parallèlement aux avantages pour les services écosystémiques et les moyens de subsistance. Bien que le FVC ne soit pas un fonds REDD+ dédié, il a annoncé en 2017 un projet pilote de cinq ans doté de 500 millions US\$ pour des projets avec des réductions d'émissions forestières quantifiables et vérifiables.

**Graphique 1: Forêts internationales et architecture du changement climatique (millions US\$)**



1. The GCF is yet to indicate a proportion of the deposited USD 10 billion that will be allocated to REDD+ activities

(R) Finance sources, funds and initiatives represent those allocating all or some finance as results-based finance

**Graphique 2: Les fonds et initiatives REDD+ (voir le tableau 1 pour les acronymes)**

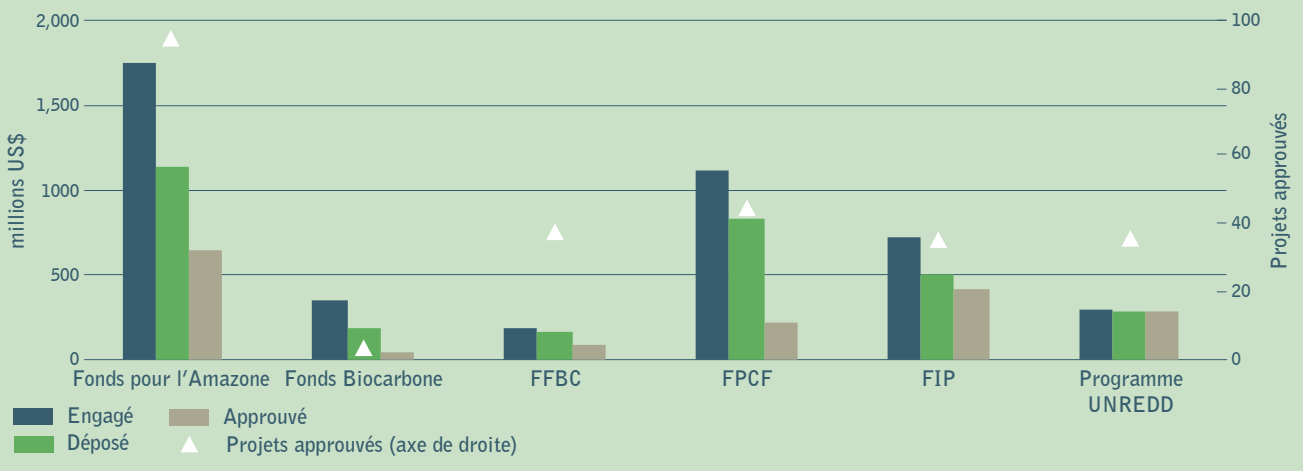
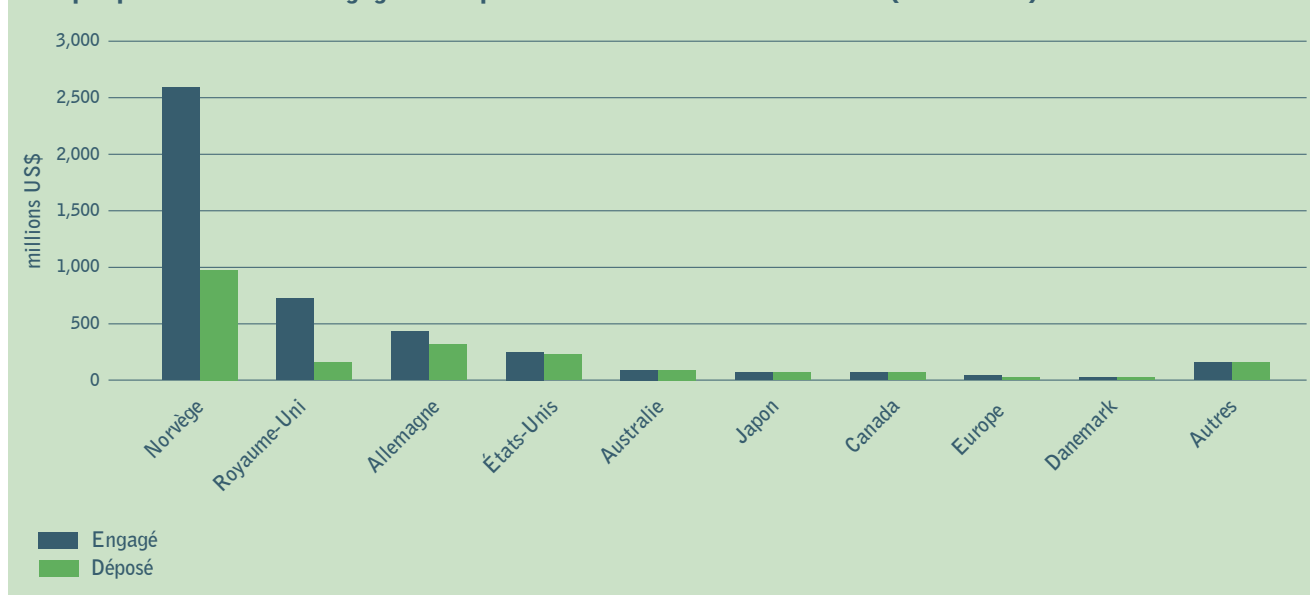


Tableau 1 : Fonds climat dédiés aux projets REDD+ (2003-2017)

Fonds	Engagé	Déposé	Approuvé	Projets approuvés
Fonds pour l'Amazonie	1747,44	1136	639,59	94
Fonds Biocarbone	349,76	190,64	46	3
Fonds forestier du bassin du Congo (CBFF)	186,02	164,65	83,11	37
Facilité de partenariat pour le carbone forestier (FPCF)	1112	826	216,67	44
Programme d'investissement forestier (FIP)	722,46	501,12	419,61	35
Programme UNREDD	290,90	285,05	289,41	35

Graphique 3 : Montants engagés et déposés au REDD+ dans le tableau 1 (2003-2017)



L'architecture de la REDD+ est cependant en train de changer, (Graphique 1). Le Fonds forestier du Bassin du Congo (FFBC) a terminé ses opérations en 2015 suite à l'avis du Royaume-Uni et de la Norvège qu'ils ne libéreraient pas les 16% de leurs promesses initiales, ne reconstitueraient pas leurs ressources ou ne soutiendraient pas un nouvel appel à propositions. Ceci était en grande partie dû au conflit et à l'instabilité politique qui limitait ce qui pouvait être réalisé dans le cadre du modèle de fonds du FFBC. L'Initiative des forêts d'Afrique centrale (CAFI) a annoncé en septembre 2015 qu'elle soutiendrait la région du Bassin du Congo avec 250 millions US\$ engagés par la Norvège en tant que paiements basés sur des résultats pour la réduction des émissions. Il y a eu également des développements pour les financements de la REDD+ en dehors des fonds climatiques, avec le gouvernement indien s'engageant à allouer 6 milliards US\$ de recettes fiscales pour inciter les États à conserver la forêt intacte. La Société financière internationale en 2016 a également annoncé un contrat de foresterie qui offre aux investisseurs le choix d'un paiement de coupon ou d'un coupon sous forme de crédits carbone REDD+ issus du projet REDD+ du corridor Kaisgau au Kenya.

En 2017, quelques projets REDD+ totalisant 54 millions US\$ ont été approuvés. Le Programme d'investissement forestier a approuvé trois projets supplémentaires, totalisant 30 millions US\$, tandis que le Fonds Amazonie a approuvé 23 millions US\$ supplémentaires en 2017 (Graphique 2, Tableau 1). Environ 70% de toutes les promesses de dons

aux cinq fonds multilatéraux ont été déposées, tandis que les approbations de projets représentent 55% du financement déposé dans les fonds REDD+.

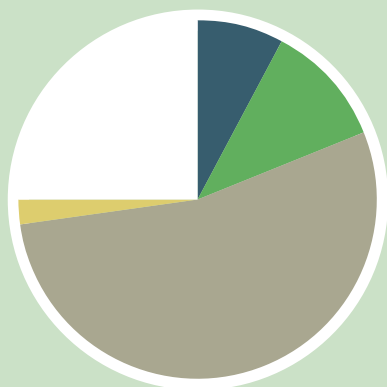
### Origine des financements REDD+ engagés et déposés

La Norvège a fourni le plus grand montant de financement aux fonds multilatéraux pour les activités REDD+ (graphique 3). La contribution de la Norvège représente 59% du montant total promis. Le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne sont également des contributeurs majeurs aux financements REDD+, fournissant des ressources aux fonds multilatéraux ainsi qu'une mise en œuvre bilatérale.

### Pays bénéficiaires des fonds et types de projets

Les données de l'UFC enregistrent 55 pays en tant que bénéficiaires des financements multilatéraux REDD+, bien que près de la moitié des financements REDD+ approuvés soient concentrés au Brésil. La République démocratique du Congo, le Ghana, le Mexique et l'Indonésie ont tous reçu plus de 50 millions US\$ de fonds multilatéraux REDD+. En 2017, le Fonds Amazonie a approuvé 15,8 millions US\$ pour un projet de surveillance environnementale par satellite dans l'Amazonie et le Programme d'investissement forestier (FIP) a soutenu cette année le projet d'investissement forestier du Mozambique, doté de 22 millions US\$.

#### Graphique 4 : Répartition régionale des financements multilatéraux approuvés du REDD+ en provenance des principaux fonds (2003-2017)



- Asie de l'Est et Pacifique 8%
- Projets mondiaux 11%
- Amérique latine et Caraïbes 54%
- Asie du Sud 2%
- Afrique subsaharienne 25%

La figure 4 montre que 54% des financements multilatéraux REDD+ approuvés, soit 920 millions US\$, visent l'Amérique latine et les Caraïbes. Le Fonds Amazonie apporte son soutien à 94 projets au Brésil et au biome Amazonie et représente 70% ou 640 millions US\$ de ce montant et le FIP fournit 76 millions US\$ au Brésil et 69 millions US\$ au Mexique.

25% des financements multilatéraux, soit 428 millions US\$, ont été octroyés pour des projets en Afrique subsaharienne. Le principal destinataire des financements REDD+ dans la région est la République Démocratique du Congo qui a reçu 92 millions de US\$.

Les financements REDD+ visent de plus en plus à soutenir les pays en développement à aller au-delà du renforcement des capacités et de la préparation à des programmes de démonstration et à des réductions d'émissions avec un financement sur la base du principe de performance. Les fonds soutenant cette transition, tels que le FCPF et le FIP, ont cherché à se réorganiser pour fournir davantage de soutien aux pays partenaires. En juillet 2015, la Banque mondiale, administrateur du FCPF RF, CF et FIP, a réorganisé les unités opérationnelles afin d'offrir plus de cohérence et de coordination entre les trois fonds.

Le FVC soutient également de plus en plus l'action climatique axée sur les forêts par le biais de projets transversaux comprenant à la fois des éléments d'atténuation et d'adaptation. En 2017, le FVC a approuvé le projet « Bhoutan pour la vie » qui assurera les aires protégées du pays (avec 26,6 millions US\$ de subventions et de co-financement du GCF du gouvernement du Bhoutan, du WWF et de la Fondation DT Families) et maintiendra la neutralité carbone du pays grâce à la déforestation évitée.

#### Références et liens utiles

Mise à jour des fonds climat : [www.climatefundsupdate.org](http://www.climatefundsupdate.org) (données consultées en décembre 2017)

GCF (2017). Request for proposals for the pilot programme for REDD-plus results-based payments. GCF/B.18/06. Available at: [http://www.greenclimate.fund/documents/20182/820027/GCF\\_B.18\\_06\\_-\\_Request\\_for\\_proposals\\_for\\_the\\_pilot\\_programme\\_for\\_REDD-plus\\_results-based\\_payments.pdf/0691c547-110a-4bee-886b-084664326fe1](http://www.greenclimate.fund/documents/20182/820027/GCF_B.18_06_-_Request_for_proposals_for_the_pilot_programme_for_REDD-plus_results-based_payments.pdf/0691c547-110a-4bee-886b-084664326fe1).

Norman, M. and Smita Nakhoda. 2014. "The State of REDD+ Finance." CGD Working Paper 378. Center for Global Development, Washington, DC, US. Disponible sur : <http://www.cgdev.org/publication/state-redd-finance-working-paper-378>

Climate Focus (2017). Progress on the New York Declaration on Forests: Finance for Forests - Goals 8 and 9 Assessment Report. Prepared by Climate Focus in cooperation with the New York Declaration on Forest Assessment Partners with support from the Climate and Land Use Alliance. Available at: <http://www.climatefocus.com/sites/default/files/NYDF%20report%202017%20FINAL.pdf>

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur [www.climatefundsupdate.org](http://www.climatefundsupdate.org)

**Overseas Development Institute**  
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK  
Tel: +44 (0)20 7922 0300

**Heinrich Böll Stiftung North America**  
1432 K Street, NW | Suite 500 | Washington, DC | 20005 | USA  
Tel: +1 202 462 7512